

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 24 mars 2014

La vraie sanction contre le gouvernement Hollande-Medef, c'est ensemble, dans la rue et dans la grève, qu'il faut leur infliger

La claque électorale reçue par le gouvernement Hollande lors du premier tour des municipales est sans surprise. Le taux record d'abstentions (38,5%) reflète le dégoût à l'encontre de ces politiciens de gauche qui mènent la politique du patronat.

Dans ce contexte, le Front National, arrivé en tête dans quelques villes, se targue d'incarner le rejet du système. C'est un énorme mensonge. Le FN travaille activement à s'intégrer au système. Et les thèmes sécuritaires, racistes, anti-immigrés et chauvins visent avant tout à diviser la classe ouvrière.

L'institutionnalisation du travail précaire, au pas de charge

Pendant que l'actualité se focalise sur les élections, les attaques contre les classes populaires se poursuivent à grande vitesse. Alors que les chiffres officiels du chômage frôlent 11% de la population active, que le nombre des travailleurs précaires explose, le patronat et le gouvernement, soutenus par certaines centrales syndicales, s'attaquent à la frange des travailleurs les plus fragiles.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit avec l'accord signé entre le patronat et une partie des syndicats (CFDT, FO et CFTC) sur une nouvelle convention d'assurance chômage.

Le ministre du Travail vante les mérites des « droits rechargeables » prévus par l'accord. Il s'agit de permettre aux travailleurs sans emploi d'accumuler des droits à indemnisation chaque fois qu'ils retravaillent, alors que dans le système actuel ils en perdent une partie. Cette maigre carotte, censée donner un peu d'air aux travailleurs qui enchaînent contrats d'intérim et CDD entrecoupés de périodes de chômage, n'est que le début de la réparation d'une injustice. Mais elle entérine de fait l'explosion du travail précaire.

Le poison qui l'accompagne est de taille : les patrons se garantissent ainsi la possibilité de piocher selon leurs vœux parmi le stock de travailleurs au

chômage, pour une ou deux semaines, voire pour deux ou trois jours, et retour à la case départ : Pole emploi se transforme ainsi en une sorte d'agence d'intérim, et gratuite pour le patronat.

Et en échange de ce « nouveau droit », c'est dans la poche des salariés, de retraités et de chômeurs que l'on piochera.

Les plus de 65 ans à l'amende

Car l'accord prévoit que les salariés de plus de 65 ans, jusqu'ici exonérés de cotisations Unedic, devront désormais contribuer eux aussi au régime. Quant aux salariés licenciés qui ont touché une indemnité de départ, ils verront le délai de carence s'allonger de 75 jours à 180 jours (6 mois !) avant de toucher leurs indemnités chômage.

Juste combat des intermittents du spectacle

Dans les négociations sur le nouvel accord de l'assurance chômage, le patronat voulait tout simplement supprimer le régime spécifique dont bénéficient les intermittents, soumis à une grande précarité. Il a dû y renoncer face à leur lutte. Toutefois, l'accord a décidé d'augmenter leurs cotisations chômage, merci pour les syndicats signataires ! Ce recul partiel du patronat est dû à la mobilisation des intermittents du spectacle. Un exemple à suivre, vu que nous sommes tous en passe de devenir des « intermittents ».

Ajoutées aux précédentes, ces mesures ont de quoi faire encore monter notre colère. Laquelle devra bien s'exprimer, et cette fois pas par des bouts de papiers dans les urnes. Ce ne sera pas alors l'abstention populaire mais la participation que les politiciens de gauche, de droite et d'extrême droite auront à craindre ! Et pas seulement pour la conservation de leurs fiefs municipaux.

De la colle bio, mais bien sûr !

Depuis quelques jours l'entrée du G01 est condamnée, la direction y refait le dallage. Le précédent blanc immaculé était un poil salissant il faut dire. Mais il n'y a pas que la fermeture de cette entrée qui nous prend la tête. Les émanations de colle sont pas mal non plus. Gageons qu'elle n'y met plus d'amiante, mais ça empeste dans toute la cage d'escalier... Et ensuite la direction voudra nous vendre qu'elle est très préoccupée par notre santé au travail. Que dalle, ouais !

C'est le printemps pour la direction

Cet hiver on croyait la direction revenue à la raison et nous épargner d'être une fois de plus victimes de sa radinerie sur le chauffage. La météo était juste plus clémente cette fois-ci. Car malgré la baisse annoncée du mercure, elle s'est empressée de couper le chauffage. Ça lui suffit pas le gel des salaires il a fallu qu'on se caille ce lundi : elle se moque aussi de nos conditions de travail.

Il n'a plus qu'à manger sa moitié de chapeau

Après le scandale des 70 millions d'euros provisionnés pour les six dirigeants du groupe dont 21 rien que pour Varin, PSA revoit le montant des retraites chapeau à 16 millions d'euros. Les pauvres, vraiment trop dur pour eux !

Pour l'ex-PDG en disgrâce ce sera quand même 390 000 € par an, 32 500 mensuels versés par PSA. Une véritable misère quoi...

Arnaque au passage à la caisse

Après avoir lâché 0,8 % d'augmentations individuelles, la direction annonce que 60 % d'entre nous en bénéficieraient. Façon de dire que ça remplacerait les augmentations collectives. Mais la direction a aussi le culot de dire que les augmentations des primes d'ancienneté sont à considérer comme des augmentations individuelles.

Supprimer les augmentations collectives d'abord, pour mieux supprimer ensuite les individuelles minables qu'elle prétend concéder, puis quoi encore ?

Des « augmentations » ? Cette bonne blague ! Rien qui rattrape l'inflation qui, elle, explose : en réalité ce sont des baisses nettes de pouvoir d'achat... qu'aucune propagande patronale ne peut camoufler.

Chérie, j'ai une bonne et une mauvaise nouvelle...

La hiérarchie fait maintenant de la retape pour l'actionnariat des salariés dans le capital de PSA.

Comme à Michelin en 1999, l'action des salariés avait pris 14 % le jour où la direction annonçait le licenciement de plus de 7 000 d'entre eux (10 % des effectifs) !

Chérie, j'ai une bonne nouvelle : l'action a pris 14 % ! La mauvaise : c'est parce que j'ai été licencié !

Sochaux : une équipe en sursis

À partir de juin prochain une équipe de nuit supplémentaire sera créée à PSA Sochaux pour augmenter la fabrication de 308. La direction a en tête de faire de la production en appliquant une précarité à grande échelle. Sur les 600 postes créés, 450 seront pour des intérimaires et les autres pour des salariés déplacés avec la mobilité interne. Cela devrait durer 6 mois, ensuite rien de précis. Retour à la case départ : mobilité et pôle emploi ?

Mulhouse : premier avertissement

À PSA Mulhouse, près de 160 salariés en tout ont débrayé et défilé au Montage et au Ferrage. Rallongement d'horaires, overtime, cadences accélérées, salaires bloqués, congés fractionnés, monoflux... les problèmes se multiplient (les mêmes qu'à Poissy). La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est l'annonce du passage de la durée de pause de 10 à 8 minutes... ça devenait de la folie. Inquiète par l'ambiance dans les ateliers, la direction a décidé de retirer son projet de réduction de la pause, la veille du débrayage. Ce recul prouve qu'on peut se faire craindre et que la direction n'est pas toute puissante.

PSA condamnée... par la lutte

Le tribunal de grande instance de Paris vient de condamner PSA pour inégalité de traitement concernant une prime de 19 700 € versée dans le cadre de l'accord de fin de conflit aux anciens grévistes d'Aulnay (et à 350 autres salariés qui acceptaient de partir très rapidement). Or, plus de 550 salariés qui l'avaient demandée se l'étaient vue refusée.

Mais si le tribunal demande maintenant l'extension du nombre de bénéficiaires de la prime, c'est grâce aux grévistes d'Aulnay car ce sont eux qui l'ont arrachée.

St-Louis de Pôle Emploi

Mardi dernier, Louis Gallois a été nommé à la tête du conseil de surveillance de PSA. Pour certains, ce « trésor national vivant » serait un véritable « patron de gauche », voire « l'abbé Pierre du CAC 40 », tout ça pour avoir soi-disant refusé une voiture de fonction. On a rarement vu plus grotesque. M. Gallois, c'est surtout l'apôtre des restructurations, qu'il a orchestrées par dizaines, de la SNECMA à EADS en passant par la SNCF. Alors l'abbé Gallois, s'il fait du prosélytisme, c'est surtout celui des suppressions d'emplois. N'avait-il pas milité en 2012 pour un « choc de compétitivité » ?

Nous, ces dirigeants richissimes qui se payent la tête des salariés en se donnant des airs de bienfaiteurs, on appelle ça des vautours.

Merci à tous !

La collecte aux drapeaux rouges a permis de réunir 120 €, de quoi faire encore bien des *Étincelles* et faire engrager encore bien des patrons... à PSA ou ailleurs !